



Avignon, le 13 octobre 2022,

MOTION DE BOYCOTT au CTL du 13 octobre 2022 en seconde convocation

Monsieur le Président,

Suite à notre boycott sec de la 1ère convocation le 10 octobre dernier, ce CTL est reconvoqué pour entériner ou plutôt essayer de nous faire entériner une nouvelle étape importante dans la mise en œuvre de votre funeste projet de Nouveau Réseau dit de Proximité (NRP), qui est véritablement dans les faits, un Nouveau réseau d'Éloignement. Cette réforme accélère à vitesse grand V le démantèlement de nos services publics tout en donnant (jusqu'au vocabulaire utilisé) aux responsables des collectivités locales, aux citoyennes et aux citoyens, aux personnels, l'illusion de la pérennité d'un pseudo-service public de proximité, en utilisant une communication fallacieuse faisant croire à une augmentation des points de contact de la DGFIP via notamment les Espaces France Services, mais avec en réalité au final des services de plus en plus éloignés, des emplois supprimés et une contraction de plus de 20 % du maillage territorial des structures entre 2015 et 2021.

Une fois ces propos généraux introductifs posés, c'est l'occasion pour nous de vous poser la question suivante : pourquoi venir siéger encore une fois à ce dernier CTL de la mandature sous cette forme? Surtout quand on voit et qu'on analyse avec lucidité l'état du dialogue social dans cette instance. Notamment la façon dont vous envisagez ce dialogue social et le mettez en œuvre depuis votre arrivée dans le département, tout comme vos prédécesseurs d'ailleurs, et le sens que vous donnez au mot concertation : information sur un ton informatif et directif de votre côté, et AUCUNE prise en considération de notre argumentaire.

En effet, nous arrivons au bout de notre mandat et force est de constater que pendant ces 4 années de mandat, JAMAIS vous n'avez modifié les différents projets présentés en CTL et soumis à un vote pour lesquels nous avons voté unanimement contre, non par principe, mais toujours avec des arguments valables: que ce soit des réorganisations, des réformes, des horaires d'ouverture, des ponts naturels, ne parlons même pas de suppressions d'emplois. Vous n'êtes au final qu'un exécuteur testamentaire de la divine parole bercyenne...

Tout est (et tout a toujours été) joué d'avance !!!

Dernier exemple en date lors du dernier CTL en septembre, une fois de plus, vous êtes passé en force sur la mise en œuvre de l'accueil exclusif sur rendez-vous au SPFE et par voie de conséquence, la disparition pure et simple de l'accueil de flux sans rendez-vous, symbole essentiel d'un véritable service public à nos yeux. Vous avez fait fi de nos arguments et de notre proposition constructive visant à mettre en place une solution intermédiaire plus rationnelle combinant accueil de flux et sur rendez-vous.

Vous avez présenté votre projet une première fois sans donner aucun élément chiffré, ou autres éléments statistiques justifiant votre choix. Suite à un vote unanime contre, vous avez concédé « nous devoir des éléments chiffrés » pour la reconvoation.

Espoir ? Vite douché...

En effet, au jour de la reconvoation fin septembre, vous ne nous avez envoyé au préalable en document préparatoire aucun des chiffres pourtant promis, et vous osez nous présenter en séance (voir pièce jointe) un document sur lequel apparaissent des chiffres dont on ne sait d'où ils sortent, à quoi et à quelles périodes ils correspondent et qui au final, font plus appel au doigt mouillé qu'à, selon vous, une restitution fidèle du gestionnaire de file d'attente Q-Matic.

Même si, vous l'avez bien compris, on peut douter de la fiabilité des chiffres mentionnés sur ce document, il n'en demeure pas moins qu'une analyse rapide de ces éléments statistiques viennent corroborer notre demande d'un maintien d'un accueil de flux accouplé à un accueil sur rendez-vous étant donné que l'accueil de flux est 20 fois supérieur à l'accueil sur rendez-vous aussi bien au SPFE (200 en moyenne en flux par mois) qu'au SIE (200 en moyenne en flux par mois aussi), alors que l'accueil au SIE est soi-disant exclusivement sur RDV depuis 3 ans !!! Et en plus, vous semblez découvrir cet état de fait et vous faites l'étonné alors que cette problématique d'un accueil de flux important persistant au SIE (car le besoin existe) a été maintes fois évoquée en séance ces dernières années.

Petite parenthèse : permettez-nous de vous demander si vous osez faire remonter ce genre de tableaux à la DG quand cette dernière vous fait la demande de statistiques précises et détaillées ? Ou, si, vous-même, vous acceptez que de tels tableaux vous soient communiqués par les chefs de service ? Pour nous, en tout cas, c'est non et comme le dirait un célèbre philosophe et sociologue marseillais, René Malleville : « C'est Honteux !!! »

Vous décidez malgré tout de maintenir dogmatiquement votre choix d'arrêter l'accueil de flux au SPFE et donc au SIE, pourtant nécessaire, vos chiffres le démontrent, au motif, soi-disant, de la stratégie numérique de la DGFIP.

Mais, vous finissez par concéder, tel un parent à bout d'argument devant sa progéniture le poussant à bout, « on n'a plus les moyens de faire l'accueil de flux », tout en démontrant votre attachement au service public: « si on ferme les portes, les usagers ne viendront plus » !!!

Devant une telle démonstration, pour une fois, on vous croit dans votre sincérité: tout est dit !!! Nous ne défendons décidément pas le même Service Public.

Comment voulez-vous alors qu'on vienne continuer à discuter, échanger, sereinement et sérieusement avec vous, représentant de l'administration, pour nous permettre de remplir de manière constructive notre rôle de représentants du personnel ? Ce n'est plus possible...

Par ailleurs, pour la prochaine mandature qui s'ouvrira en 2023 avec la mise en place des CSA, nous vous demandons solennellement de revoir votre façon de concevoir le dialogue social avec les nouveaux élus issus des prochaines élections professionnelles qui se retrouveront face à vous.

À la fois sur le temps passé pour ce simulacre actuel de dialogue social : en effet, vous cherchez systématiquement à aller au plus vite en tentant d'écourter au maximum les points à l'ordre du jour et vous montrez même régulièrement votre agacement quand vous estimez que les débats s'éternisent un peu trop...

Certes, nous avons bien conscience que votre emploi du temps est très chargé, même les mercredi, et que votre rôle de numéro 1 est d'assurer la représentation de la DDFIP de Vaucluse à l'extérieur. Mais, pour nous, vous êtes avant tout le Directeur d'environ presque 700 agents (avant les prochaines saignées) de la DDFIP de Vaucluse et vous devez les respecter, en leur disant « bonjour » par exemple, et aussi en écoutant les représentants des personnels qu'ils ont élus avec une forte participation lors des élections professionnelles de 2018 (plus de 85%) : vous devez prendre le temps qu'il faut pour les écouter et répondre à leurs attentes, plutôt que de les maltraiter avec vos réformes incessantes qui ont touché, touchent ou toucheront quasiment tous les agents de ce département.

Et ce n'est pas en annonçant fièrement le 1^{er} septembre devant les nouveaux agents arrivant dans notre département, nous vous citons, « Le NRP est derrière nous », que vous respectez celles et ceux qui vont très prochainement subir cette réforme au 1^{er} janvier 2023 et qui sont actuellement très stressés (agents du SIP de Carpentras par exemple) ou celles et ceux qui, en souffrance, attendent fébrilement leur triste sort fixé au 1^{er} septembre 2023, en étant en sous effectif (Trésoreries de Cavaillon et Isle/Sorgue).

Concernant le SIP Nord-Vaucluse, votre dogmatisme vous conduit à transférer sèchement plusieurs emplois de Carpentras à Orange sans que la plus-value soit avérée ; de la même manière, un emploi de cadre A est supprimé. Tout cela met bien en valeur votre sens de l'humain !!

Quant aux organisations internes des services, comme d'habitude, à deux mois de l'effectivité de la réorganisation, rien n'est définitivement acté et les agents sont laissés dans le flou. Vous maintenez un haut niveau de RPS en la matière !!

Et ce n'est pas en annonçant tout aussi fièrement dans un article paru dans la presse locale le triste sort des 2 collègues en charge du contrôle de la redevance audiovisuelle sans les avoir prévenus en premier ... que vous n'allez pas nous faire penser que votre priorité est la mise en œuvre de toutes vos réformes quoi qu'il en coûte sans vous soucier outre mesure (et nous ne

parlons pas ici des mesures d'accompagnement que vous brandissez comme unique argument...) du triste sort réservé aux agents touchés par ces réformes.

De qui se moque-t-on ?

En attendant, comme vous n'avez pas aimé certains termes de notre communication dans notre dernier message adressé à tous les agents du département, nous allons conclure cette motion de boycott de ce CTL , en étant politiquement correct, par :

« Arrêtons cette mascarade de dialogue social ! Halte à ce Moquage de Figure !!! »

À bon entendeur, salut le CTL

Et à bientôt pour de nouvelles aventures !!!